ENTRETIEN AVEC LE JOURNAL « IL FEDERALISMO » (2005)

1) *La Francia è lo stato giacobino per eccellenza. Come prendre forma nella Sua persona la riflessione federalista?*

La France a en effet une vieille tradition jacobine, qui ne commence d'ailleurs pas avec la Révolution : la tendance à la centralisation aux dépens des pouvoirs locaux a été largement entamée sous l'Ancien Régime, la Révolution n'a fait que la radicaliser. Cette tradition est liée au mode de formation de la nation française, qui est née de l'expansion progressive d'un noyau central, associée à la mise en place d'un marché national et d'un espace juridique unifié. Cependant, il ne faut pas oublier qu'il y a toujours eu aussi des résistances à la centralisation, notamment de la part de la noblesse, mais aussi dans les couches populaires. Tout un courant de pensée, qui va de Henry de Boulainvilliers à Tocqueville, a dénoncé avec force le jacobinisme. Dans les provinces périphériques, à la personnalité plus marquée, les régionalismes et les autonomismes se sont maintenus jusqu'à nos jours. Au 19e siècle, des hommes de gauche comme Proudhon, des hommes de droite comme le jeune Maurras ou, surtout, le jeune Barrès se réclament explicitement du fédéralisme.

Personnellement, je suis venu au fédéralisme à la fois par une sympathie spontanée pour les mouvements régionalistes (bretons, normands, flamands, alsaciens, corses, basques, etc.), éprouvée dès ma jeunesse, et par une réflexion relevant de la philosophie politique. Le fédéralisme m'est apparu comme le seul système politique capable de concilier l'un et le multiple, c'est-à-dire les impératifs en apparence contradictoires de l'unité, nécessaire à la décision, et de la liberté, nécessaire au maintien de la diversité. Mais j'ai aussi subi l'influence d'un certain nombre d'auteurs, comme Paul Sérant et Thierry Maulnier, qui écrivaient dans les années soixante dans *Le XXe siècle fédéraliste*, comme Robert Aron, qui a fait partie des « non-conformistes des années 30 » et n'a cessé de défendre les idées de Georges Sorel et le socialisme associatif et mutuelliste français, comme Alexandre Marc, directeur de *L'Europe en formation* et théoricien du « fédéralisme intégral », etc.

2) *La democrazia rappresentativa contemporanea ha in sè il rischio di non rappresentare nessuno, tantomeno il popolo. Esiste, seconde lei, il problema della sovranità?*

La crise de la représentation affecte aujourd'hui toutes les démocraties libérales. L'affaiblissement de l'Etat-nation qui, comme on l'a souvent dit, est devenu à la fois trop grand pour répondre à l'attente quotidienne des gens et trop petit pour faire face aux problématiques qui se déploient désormais à l'échelle planétaire, a eu pour conséquence la dé-liaison sociale (l'Etat n'est plus producteur de social) et une coupure, toujours plus acentuée, entre la classe politique et les citoyens. Ceux-ci ont alors tendance à se réfugier dans l'abstention ou à voter pour des partis purement protestataires, qui ne représentent pas des forces constructives. On ne peut remédier à cette situation qu'en mettant en place une démocratie participative à tous les niveaux qui, à partir de la base, permette à chacun de participer aux affaires publiques.

Le problème de la souveraineté est un autre problème. Dans l'optique jacobine de l'Etat-nation, la souveraineté se définit depuis Jean Bodin comme une notion « indivisible » : l'autorité souveraine est une autorité à laquelle on ne saurait par définition assigner de limites. Une telle souveraineté a autorité sur tout, et tend tout naturellement au despotisme. Le fédéralisme ne rejette nullement la notion de souveraineté, mais il en donne une autre définition. La souveraineté n'est pas indivisible, mais partagée ou répartie selon le principe de subsidiarité ou de compétence suffisante. Le pouvoir souverain n'est pas un pouvoir absolu, il représente seulement le pouvoir situé au niveau le plus élevé et dont le champ de décision est le plus étendu, celui qui intervient lorsque les pouvoirs locaux, aux niveaux inférieurs, ne sont pas à même de résoudre les problèmes posés.

3) *Parafrasando Johannes Althusius, ritiene possibile che il legame sociale possa essere ricostruito partendo dalla prima forma associativa, la famiglia, per poi concretizzarsi in comuni, province e regioni?*

La revitalisation des familles est certainement l'une des conditions de la recréation du lien social, car la famille est l'un des lieux d'apprentissage de la socialisation. Mais je crois que c'est une grave erreur d'envisager la société globale comme un système de « poupées-gigognes » où l'on pourrait passer sans véritable rupture de la famille aux communes et aux régions. Cette erreur a constamment été commise par les auteurs, généralement de droite, qui ont assimilé la société globale à une grande famille (avec souvent pour but d'assimiler le souverain à un père de famille, dont les sujets seraient les « enfants »). La famille relève de la dimension privée de l'existence, les communes et les régions de la vie publique. Le type de relations dont la famille est le lieu, entre les parents et les enfants, est fondamentalement différent de celui qui existe au sein d'une société politique. Méconnaître la différence de nature entre la

dimension privée et la dimension publique de l’existence humaine risque de conduire, soit à un totalitarisme qui soumet au politique tous les aspects de la vie privée, soit à l’inverse à un libéralisme qui vise à la « privatisation » généralisée des affaires publiques.

4) *L’odierna società è composta da individui atomizzati, slegati uno dall’altro, vede la possibilità della nascita di un nuovo modello antropologico ?*

Nous vivons en fait une époque où l’individualisme atteint des sommets, mais où en même temps, et peut-être par compensation, on voit se développer spontanément de nouvelles formes associatives telles que les « tribus », les communautés, les réseaux, etc. Le vrai problème tient en fait à la colonisation des esprits par l’imaginaire économique et marchand. Le modèle anthropologique dominant est celui d’un homme exclusivement préoccupé de maximiser son meilleur intérêt, c’est-à-dire en général de parvenir à une quantité toujours plus grande d’objets consommés. Le message implicite des médias tient dans l’idée que le bonheur est synonyme de consommation. Ce modèle est tout autant descriptif que normatif : il légitime à la fois le matérialisme pratique et l’idée que le comportement égoïste est le comportement le plus normal qui soit. Dans une telle optique, le lien social se défait immanquablement, car l’autre apparaît d’abord comme un rival dans un champ social transformé en espace de concurrence généralisée. Il faut donc en effet travailler à l’avènement d’un autre modèle anthropologique. Cela exige de restituer à l’imaginaire sa capacité symbolique, de redéfinir l’homme comme un être fondamentalement social et politique, et de remettre les valeurs marchandes à leur place, nécessairement subordonnée.

5) *Esiste in Europa un problema culturale per i suoi molteplici popoli?*

On pourrait reprendre ici la vieille distinction entre culture et civilisation, qui recoupe d’ailleurs la distinction entre communauté et société, théorisée par Ferdinand Tönnies. La civilisation tend vers l’unique, tandis que les cultures sont toujours plurielles. La diversité culturelle des peuples européens — diversité relative dans la mesure où ces peuples ont tous un héritage commun — est aujourd’hui menacée par l’homogénéisation progressive des modes de vie, induite par une globalisation pilotée par l’hyperpuissance américaine, mais qui se définit avant tout comme l’expansion planétaire d’une Forme-Capital aujourd’hui totalement déterritorialisée. Là encore, je crois que l’on ne peut contrecarrer ce processus que par un retour à la base, à la vie locale, aux communautés. Il s’agit d’opposer le local au global et, ce faisant, de donner à la globalisation un autre contenu, multipolaire et différencié.

6) *La scomparsa delle lingue locali è, secondo lei, un dato significativo?*

La disparition des langues locales n'est évidemment qu'un aspect de l'appauvrissement des cultures et de la réduction de la diversité. A l'époque de la Révolution, les jacobins avaient déjà tenté de faire disparaître de manière autoritaire les « patois » et les dialectes locaux. La III[e] République a poursuivi dans cette voie en cherchant à rabattre l'usage des langues régionales sur la sphère privée. Aujourd'hui, les langues locales sont mieux acceptées, et parfois même protégées, mais c'est tout le mode de vie caractéristique de la société globale qui leur est défavorable. Le système médiatique, et tout spécialement la télévision, joue à cet égard un rôle central : les enfants ne parlent plus comme leurs parents, ils parlent comme on parle à la télévision. Dans le même temps, l'anglo-américain s'impose chaque jour un peu plus comme la langue de la nouvelle *koinè* mondiale. Cependant, la situation est très différente selon les régions. Certaines langues locales sont de toute évidence appelées à disparaître, d'autres ont de bonnes chances de survie, lorsqu'elles sont employées quotidiennement dans des régions qui ont su conserver l'essentiel de leur personnalité.

7) *Quali sono gli scenari che si prefigurano per i popoli d'Europa?*

La construction politique de l'Europe est aujourd'hui totalement bloquée, à la fois par la persistance des logiques étatiques nationales, par l'absence totale de volonté des hommes politiques, et par la bureaucratie. Au lieu d'approfondir ses structures institutionnelles, l'Europe a choisi de s'étendre hâtivement à des pays qui n'ont d'autre ambition que de s'intégrer à un vaste marché transatlantique. Elle prétend aujourd'hui se doter d'une Constitution sans avoir seulement mis en place un pouvoir constituant, et envisage de s'ouvrir à la Turquie, ce qui montre qu'il n'y a même pas d'accord entre les Européens sur les limites de l'Europe. L'équivoque majeure tient au fait qu'il n'y pas d'accord sur les finalités de la construction européenne. C'est ce problème des finalités qui doit être posé. L'alternative est claire : soit l'Europe, donnant la priorité à la libéralisation, épouse la dynamique d'un grand marché visant à s'élargir le plus possible, et en ce cas l'influence américaine y deviendra prépondérante, soit elle s'appuie sur une logique d'approfondissement de ses structures d'intégration politique par le biais du fédéralisme et de la subsidiarité, dans une perspective essentiellement continentale et avec l'intention de balancer le poids des Etats-Unis.

8) *Quale Europa vorrebbe ?*

Vaste question, mais je pense y avoir déjà répondu. Je souhaite que l'Europe devienne une puissance indépendante qui puisse jouer un rôle régulateur de la globalisation dans un monde multipolaire, mais aussi une Europe qui ne s'enferme pas dans la seule logique de puissance, mais qui puisse être à nouveau le lieu d'un projet de civilisation.

Alain de Benoist